COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 17 au 23 décembre. 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Connectivité numérique.....3

- **Présentation du nouveau câble régional sous-marin à très haut débit, Metiss**
- **Le câble METISS sur les rails : L'alternative au câble SAFE progresse**

Energies renouvelables.....10

- **INDIANOCÉANIE: Accord de partenariat pour la régionalisation du PREE**
- **Une centrale hydroélectrique à Ranomafana**
- **Plan régional d'efficacité énergétique, bientôt une réalité.**

Pêche.....13

- **Septième session du comité scientifique de CPSOOI**
- **Secteur pêche : Une prévision de 500 milliards Ar de recettes d'exportation**

Connectivité numérique

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

Présentation du nouveau câble régional sous-marin à très haut débit, Metiss

20 DÉC 2016



Ce projet qui fédère des grands opérateurs privés du secteur des télécommunications des pays membres de la COI bénéficiera du soutien de l'Union européenne et de l'Agence française de développement (AFD). - DA

Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté, le 15 décembre, au secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) .

Emtel et CEB FiberNET Co Ltd de Maurice, Blueline et Telma de Madagascar, et Canal + Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop de La Réunion sont les membres du consortium METISS qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018. Cette infrastructure, d'une longueur d'environ 3 500 km, améliorera significativement les capacités de connexion de l'Indianocéanie.
Pour Madi Hamada, Secrétaire général de la COI, le câble METISS participera à l'émergence d'une « nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente ». Il a également rappelé le rôle de facilitateur de la COI qui a plaidé pour l'amélioration de la connectivité régionale et a accompagné la structuration du projet.

Patrick Pisal-Hamida, président du comité de pilotage de METISS et directeur général du groupe Telma, a souligné la contribution du cable METISS à la croissance comme à l'amélioration des services publics. Ce projet d'infrastructure numérique, qui est estimé au coût de 75 millions d'euros, bénéficie notamment du soutien de l'Union européenne et de l'Agence française de développement.

http://ecoaustral.com/presentation-du-nouveau-cable-regional-sous-marin-tres-haut-debit-metiss

clicanoo.re

METISS : un nouveau câble très haut débit en 2018

21 décembre 2016



- Les membres du consortium METISS qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018.

COI. Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté par les huit opérateurs de télécommunications, qui en sont les promoteurs, le 15 décembre dernier au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) en présence des représentants des États membres. Emtel et CEB FiberNET Co Ltd de Maurice, Blueline et Telma de Madagascar, et Canal + Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop de La Réunion sont les membres du consortium METISS qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018.

Cette infrastructure, d'une longueur d'environ 3500 km et au coût estimé de 75 millions d'euros, améliorera significativement les capacités de connexion de l'Indianocéanie.

Pour Madi Hamada, secrétaire général de la COI, le câble METISS participera à l'émergence d'une "nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente." Il a également rappelé le rôle de facilitateur de la COI qui a plaidé pour l'amélioration de la connectivité régionale et a accompagné la structuration du projet.

Patrick Pisal-Hamida, président du comité de pilotage de METISS et directeur général du groupe Telma, a présenté plus en détail le projet, soulignant notamment sa contribution à la croissance comme à l'amélioration des services publics. Il a également insisté sur l'ouverture du consortium auquel d'autres opérateurs des télécommunications des pays membres de la COI peuvent se joindre.

http://actus.clicanoo.re/article/economie/1421529-metiss-un-nouveau-c%C3%A2ble-tr%C3%A8s-haut-d%C3%A9bit-en-2018

JDM Mayotte

METISS: Un nouveau câble très haut débit dans l'océan Indien en 2018

21 décembre 2016

Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté par les huit opérateurs de télécommunications, qui en sont les promoteurs, le 15 décembre dernier au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) en présence des représentants des États membres.



Les membres du consortium METISS qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018 (Photo: JIR)

Les membres du consortium METISS sont, pour Maurice Emtel et CEB FiberNET Co Ltd, Blueline et Telma de Madagascar, et pour La Réunion

Canal+ Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018.
Cette infrastructure, d'une longueur d'environ 3.500 km et au coût estimé de 75 millions d'euros, améliorera significativement les capacités de connexion de cette partie de l'océan Indien.
Pour Madi Hamada, secrétaire général de la COI, le câble METISS participera à l'émergence d'une «nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente.» Il a également rappelé le rôle de facilitateur de la COI qui a plaidé pour l'amélioration de la connectivité régionale et a accompagné la structuration du projet.
Patrick Pisal-Hamida, président du comité de pilotage de METISS et directeur général du groupe Telma, a souligné notamment la contribution future de ce projet à la croissance comme à l'amélioration des services publics. Il a également insisté sur l'ouverture du consortium auquel d'autres opérateurs des télécommunications des pays membres de la COI peuvent se joindre.

http://lejournaldemayotte.com/fil-info/metiss-un-nouveau-cable-tres-haut-debit-dans-locean-indien-en-2018/

Africain.info

REVUE DE PRESSE : ACTUALITES D'AFRIQUE

METISS : Un nouveau câble très haut débit dans l'océan Indien en 2018

[21/12/2016

Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté par les huit opérateurs de télécommunications, qui …
Lire plus
http://www.africain.info/news=892156

METISS : Un nouveau câble très haut débit dans l'océan Indien en 2018

21 décembre 2016



Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté par les huit opérateurs de télécommunications, qui en sont les promoteurs, le 15 décembre dernier au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) en présence des représentants des États membres.

Les membres du consortium METISS sont, pour Maurice Emtel et CEB FiberNET Co Ltd, Blueline et Telma de Madagascar, et pour La Réunion Canal+ Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop qui installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018.

Cette infrastructure, d'une longueur d'environ 3.500 km et au coût estimé de 75 millions d'euros, améliorera significativement les capacités de connexion de cette partie de l'océan Indien.

Pour Madi Hamada, secrétaire général de la COI, le câble METISS participera à l'émergence d'une « nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente. » Il a également rappelé le rôle de facilitateur de la COI qui a plaidé pour l'amélioration de la connectivité régionale et a accompagné la structuration du projet.

Patrick Pisal-Hamida, président du comité de pilotage de METISS et directeur général du groupe Telma, a souligné notamment la contribution future de ce projet à la croissance comme à l'amélioration des services publics. Il a également insisté sur l'ouverture du consortium auquel

d'autres opérateurs des télécommunications des pays membres de la COI peuvent se joindre.

http://mayotte.orange.fr/actu/ocean-indien/metiss-un-nouveau-cable-tres-haut-debit-dans-l-ocean-indien-en-2018.html

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Le câble METISS sur les rails

L'alternative au câble SAFE progresse

21 décembre 2016

Le projet METISS, pour MElting poT Indianoceanic Submarine System, a été officiellement présenté par les huit opérateurs de télécommunications qui en sont les promoteurs. La cérémonie s'est déroulée le 15 décembre 2016 au Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) en présence des représentants des Etats membres, dont Etienne Sinatambou, ministre mauricien de la Technologie, de la Communication et de l'Innovation, du secteur privé et de la presse.



Le désenclavement numérique de La Réunion passera aussi par Madagascar.

Emtel et CEB FiberNET Co Ltd de Maurice, Blueline et Telma de Madagascar, et Canal + Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop de La Réunion sont les membres du consortium METISS qui

installera un câble à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2018. Cette infrastructure, d'une longueur d'environ 3500 km et au coût estimé de 75 millions d'euros, améliorera significativement les capacités de connexion de l'Indianocéanie.

Pour Madi Hamada, Secrétaire général de la COI, le câble METISS participera à l'émergence d'une « nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente ». Il a également rappelé le rôle de facilitateur de la COI qui a plaidé pour l'amélioration de la connectivité régionale et a accompagné la structuration du projet.

Patrick Pisal-Hamida, président du comité de pilotage de METISS et directeur général du groupe Telma, a présenté plus en détail le projet, soulignant notamment sa contribution à la croissance comme à l'amélioration des services publics. Il a également insisté sur l'ouverture du consortium auquel d'autres opérateurs des télécommunications des pays membres de la COI peuvent se joindre.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/le-cable-metiss-sur-les-rails,88429

Energies renouvelables

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

INDIANOCÉANIE: Accord de partenariat pour la régionalisation du PREE

21 DÉCEMBRE, 2016

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, et le Directeur régional de l'Agence française de développement (AFD), Matthieu Discour, ont signé vendredi dernier un accord de partenariat pour la régionalisation du Programme d'efficacité énergétique (PREE). Cet accord s'inscrit dans la volonté de la COI de soutenir la duplication du Programme national d'efficacité énergétique (PNEE) de la République de Maurice dans ses autres pays membres bénéficiaires du programme COI-ENERGIES (Comores, Madagascar, Seychelles). L'accord de partenariat entre la COI et l'AFD a en effet été signé dans le cadre du programme COI-ENERGIES, financé par l'Union européenne. Il vise à étendre à la région le PNEE en cours à Maurice.
« Ce programme régional d'efficacité énergétique est un exemple concret de l'utilité de notre coopération régionale », a souligné le Secrétaire général de la COI. « C'est en partant de l'expérience mauricienne que la COI proposera aux industriels et aux opérateurs du secteur tertiaire de ses autres pays membres de mener une démarche concertée pour créer un authentique levier de croissance durable pour nos entreprises et nos

pays », a déclaré le secrétaire général de la COI. Matthieu Discour a quant à lui appuyé sur la participation du PNEE, « véritable partenariat public-privé », et du PREE dans la mise en œuvre des engagements internationaux dans la lutte contre le changement climatique. « La COI est pleinement dans son rôle en capitalisant sur une initiative qui a réussi et en cherchant à la reproduire dans les autres pays membres », a-t-il continué.

En 2013, l'AFD et Business Mauritius, en partenariat avec le ministère mauricien de l'Énergie et des Services publics, ont mis en place le PNEE qui vise à réaliser un programme d'audits énergie dans les entreprises du secteur privé mauricien.

« Ce programme national va permettre une économie de 40 MW pour le pays et de Rs 1,4 milliard (soit environ 37 millions d'euros) pour les entreprises mauriciennes grâce à la mise en œuvre de l'efficacité énergétique », a expliqué Raj Makoond, CEO de Business Mauritius. « La dynamique au niveau régional est lancée et elle pourra reposer sur le retour d'expérience du PNEE mauricien et les leçons apprises aideront les autres pays membres », a-t-il conclu.

http://www.lemauricien.com/article/indianoceanie-accord-partenariat-la-regionalisation-du-pree

Une centrale hydroélectrique à Ranomafana

22.12.2016

La société Sinohydro va mettre en place une centrale hydroélectrique dans la commune rurale de Ranomafana, entre le district d'Ankazobe et Fenoarivobe. L'infrastructure sera installée sur le fleuve Ikopa et sera capable de produire quatre vingt six mégawatts d'électricité. L'énergie produite servira à alimenter le réseau interconnecté d'Antananarivo. Le coût de l'investissement est estimé à 270 millions de dollars.

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/une-centrale-hydro%C2%ADelectrique-a-rano%C2%ADmafana/

Lexpress du 17 dec 2016



l'«Employees Rights Act» pour la protection

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le Plan régional d'efficacité énergétique, bientôt une réalité

Faire la chasse au gaspillage d'énergie en gardant le même niveau de production industrielle. C'est l'objectif du Programme national d'efficacité énergétique (PNEE), selon Mikaël Apaya, le coordinateur technique. Ce programme mauricien a séduit la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Agence française de développement (AFD). Si bien que les deux entités ont signé un accord pour la consolidation d'un Plan régional d'efficacité énergétique (PREE), qui sera inspiré du PNEE local.

Créé en février 2015, en partenariat avec Business Mauritius et le ministère de l'Énergie, ce programme, qui a réalisé à ce jour 57 audits d'énergie en entreprise, inspire l'AFD. *«L'AFD a trouvé l'initiative de la PNEE dans la démarche et le projet intéressante»*, soutient Matthieu Discour, directeur de l'agence régionale pour Maurice et les Seychelles chez AFD. L'Agence apportera son expérience à ce projet régional, que ce soit pour le financement, l'investissement et la formation.

Du côté de la COI, ce projet répondra à des problèmes d'énergie dans les états insulaires de la région. *«Les États insulaires ont eux aussi des engagements envers les Nations unies concernant les accords de la COP 21 et 22. Ils doivent donc répondre à la question énergétique en favorisant les populations locales. Ce sont là les objectifs de la PREE»*, répond le secrétaire général de la COI, Hamada Madi. *«Une partie des fonds sera offerte par l'Union européenne, et nous chercherons ensuite l'assistance technique à la demande de ce qui recevront l'aide.»*

Selon Raj Makoond, président-directeur général de Business Mauritius, *«le programme national d'efficacité énergétique (PNEE) pourrait permettre aux compagnies mauriciennes de faire presque Rs 1,4 milliard d'économie»*.

■ **Matthieu Discour (à g.) et Hamada Madi (à d.), lors de la signature de l'accord pour le PREE, hier.**

Pêche

SEPTIÈME SESSION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE CPSOOI

OUVERTE HIER À MORONI

Ouverture de la septième session du comité scientifique, de la commission des pêches de l'Océan indien sud-ouest, (Cpsooi). Cette session s'est ouverte hier à Moroni et durera quatre jours. Et tous les pays membres sont représentés.



▲ *Lors de l'ouverture*

Il s'agit d'une session scientifique qui s'organise chaque année en rotation das les pays membres de la Cpsooi où les questions liées à l'état de pêche sont évoqué. Ce Comité Scientifique a été créé pour examiner l'état des pêches dans son domaine de compétence et pour donner des avis sur la base scientifique des éventuelles mesures réglementaires à prendre en considération pour adoption par les Membres de la Commission.

La Commission demande au Comité Scientifique d'examiner et de faire un rapport sur l'état actuel des ressources halieutiques dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien à partir des informations fournies par les pays membres ainsi que par la collaboration avec les organisations régionales compétentes et les ONG concernées. Il est donc agréable de noter la large participation ici aujourd'hui. Perdro De Barros, fonctionnaire principal, a montré à son discours d'ouverture, qu'En « général, les pays de cette région ont des problèmes similaires d'évaluation et de gestion de leurs ressources halieutiques pour assurer une exploitation durable et rationnelle. La plupart des pêcheries de la région concernent principalement des pêcheries artisanales et artisanales à l'aide de lignes manuelles, de pièges, de seines et de filets maillant. Ces pêches artisanales prennent une grande diversité de poissons et d'invertébrés, et il est souvent difficile d'évaluer efficacement l'impact de ces pêches sur les ressources et sur la durabilité de l'activité.» Il a également déclaré que « l'évaluation des ressources reste un élément très important, voire essentiel, pour fournir les avis pour les bases d'une pêche durable et répondre aux appels régionaux et mondiaux pour une meilleure gestion de nos ressources halieutiques communes, patrimoine de toute l'humanité. Le Code de Conduite de la FAO reconnaît que l'utilisation durable à long terme des ressources halieutiques est un objectif primordial Par conséquent, il est important de classer par ordre de priorité lequel de ces stocks exige l'accent et la concentration de la direction afin de répondre à ces attentes et demandes. »

Nasra Maoulida

Le service commercial du journal Al-fajr Tel: 773 5859 Mob : 336 6808 E.mail : ***soundamroivili@yahoo.fr***

Page 2

Sud-ouest de l'Océan indien

Le Comité scientifique de la Commission des pêches se réunit à Moroni

Dans son allocution, le vice-président chargé du ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du l'Urbanisme, Moustadroine Abdou, a soutenu que l'accès aux ressources halieutiques dans la région a heurté à diverses difficultés qui ont un «impact négatif sur les stratégies de gestion durable des stocks dans la région».



Les membres du Comite scientifique de la Commission de pêche pour les douze pays du sud-ouest de l'Océan indien se réunissent à Moroni, du 12 au 15 décembre, pour une évaluation des résultats des pays membres sur les ressources de la pêche et la recherche scientifique.

La cérémonie inaugurale de cette septième session a été honorée de la présence du vice-président chargé du ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du l'Urbanisme, Moustadroine Abdou, du représentant de la Commission de l'Océan indien et de celui de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

Dans son discours, Moustadroine Abdou a précisé que cette initiative s'inscrivait dans le cadre de l'action du gouvernement comorien dans le secteur de la pêche avec, notamment la construction d'un port de pêche pour garantir une meilleure intégration de cette institution régionale.

Des difficultés similaires

A l'heure actuelle, l'accès aux ressources halieutiques dans la région heurte à divers problèmes, notamment à la piraterie, la pêche non règlementée, les transbordements maritimes. Le vice-président estime que ces difficultés ont un «*impact négatif sur les stratégies de gestion durable des stocks dans la région*».

Le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Pedro de Barros, a rappelé que le Comité scientifique a été créé pour examiner l'état des pêches et pour émettre des avis par rapport aux éventuelles mesures réglementaires et autres à prendre en considération par les membres de la Commission. Cette dernière demande au Comité scientifique d'examiner et d'établir des rapports sur l'état actuel des ressources halieutiques à partir des informations fournies par les pays membres en collaboration avec les organisations régionales et les Ong concernées.

En raison de la diversité des populations d'animaux marins exploités, de la nature des opérations de pêche, des populations qui vivent de la pêche, et de la prise de plusieurs espèces, il est souvent difficile d'évaluer efficacement l'impact de ces pêches sur les ressources et sur la durabilité de l'activité.

De manière générale, les pays de cette région ont des problèmes similaires en matière d'évaluation et de gestion de leurs ressources halieutiques pourtant essentielle à une exploitation durable et rationnelle. Les pêches industrielles, surtout pour la crevette, sont importantes au Mozambique, à Madagascar et en Tanzanie où elles représentent des recettes d'exportation importantes. Cependant, la plupart des pêcheries de la région concernent principalement des pêcheries artisanales à l'aide de lignes manuelles, de pièges, de seines et de filets maillants. Ces pêches artisanales prennent une grande diversité de poissons et d'invertébrés, y compris, parfois, d'autres animaux particulièrement protégés comme les tortues.

Abdallah Said Ali

Madagasikara

Secteur pêche : Une prévision de 500 milliards Ar de recettes d'exportation

23 décembre 2016

Pour le ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, François Gilbert, le mot d'ordre est « pas d'exploitation des ressources halieutiques sans mesure d'accompagnement ».

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a connu un développement. La preuve, « *les recettes d'exportation des produits halieutiques enregistrées en septembre 2016 se chiffrent à 425 milliards Ar contre 365 milliards Ar l'année précédente. Et à la fin de l'année, nous avons une prévision de 500 milliards Ar de ces recettes d'exportation. Soit une nette augmentation, sans compter les redevances sur les licences de pêche* », a déclaré hier le ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques,

François Gilbert, lors de la distribution des vivres à tout le personnel de son département en guise de reconnaissance du travail fourni et à l'occasion de l'approche des fêtes de fin d'année.

Mot d'ordre. En fait, « *grâce aux efforts déployés par tous les agents du ministère, nous avons obtenu ce résultat tangible. Mais l'an prochain, nous allons encore entreprendre de nombreuses actions dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture nécessitant la prise de responsabilité de tout un chacun surtout dans l'organisation des filières prioritaires. Pour l'heure, la délivrance d'une nouvelle licence de pêche est encore gelée car nous avons une stratégie en matière de gestion de nos ressources halieutiques. Notre mot d'ordre est « pas d'exploitation de ces ressources sans mesure d'accompagnement », soit la mise en place d'une aquaculture en vue d'une gestion durable de la pêcherie au profit des générations futures* », a-t-il enchaîné. A titre d'illustration, les exportateurs de crabes sont limités au nombre de quatre car ils doivent installer des écloseries avant toute exploitation.

Performances. Et au niveau des pêcheurs traditionnels, le ministère de la Pêche a contribué à leur professionnalisation en leur dotant des équipements de pêche et en leur donnant des cartes professionnelles. Leurs pirogues sont également immatriculées. « Tous les pêcheurs à Madagascar seront professionnalisés d'ici à janvier 2017. *Grâce à toutes ces performances, le secteur de la pêche et de l'aquaculture est soutenu par les bailleurs de fonds. Après la Conférence des Bailleurs à Paris, Madagascar a bénéficié de financement non remboursable de 10 millions d'Euros pour la pêche et 5 millions d'Euros pour la pisciculture dans le cadre d'un dialogue politique avec l'Allemagne. Par ailleurs, nous avons déjà adopté la loi sur la pêche INN nous permettant de lutter contre les exploitations illicites des ressources halieutiques. La Banque Mondiale et l'Union Européenne sont satisfaites de toutes ces actions que nous avons entamées* », a-t-il annoncé. Et parlant de la distribution de vivres, chaque agent du ministère de la Pêche a reçu un sac de 50kg de riz, un litre d'huile, un kg de sucre, des paniers de chocolat et bien évidemment… des kilos de poissons !

Navalona R.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2016/12/23/secteur-peche-prevision-de-500-milliards-ar-de-recettes-dexportation/